

LE JOURNAL

DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Il y a toujours de la sueur de pauvre dans l'argent des riches. Eugène Cloutier

N° 500 - SAMEDI 17 OCTOBRE 2026



VIVRE VIEUX - VIVRE MIEUX Affiche offerte à notre syndicat par le graphiste Sébastien Marchal

Et par un prompt renfort...

Le syndicat des retraité·es de Chaumont est multi-professionnel. Il rassemble des personnes d'origines et de compétences diverses. C'est ce qui fait son originalité, sa force et sa richesse. Nous considérons que la cité est notre espace de travail et nous nous battons pour tout ce qui peut contribuer à l'améliorer.

On lira dans ces pages les principaux sujets pour lesquels nous nous sommes mobilisés durant une douzaine d'années.

Lorsque le n° 1 du journal est paru, notre syndicat comptait une vingtaine d'adhérents. Quatre d'entre eux se sont organisés pour diffuser l'information. D'abord dans un cercle relativement restreint. Puis, au fur et à mesure des actions que nous voulions soutenir ou même impulser, le *petit journal* s'est répandu sur la place publique. Et, semblant répondre à une demande, il est devenu hebdomadaire.

La rédaction s'est étoffée, malgré la triste disparition de 3 de ses 4 fondateurs. Il faut dire qu'entre temps les effectifs du syndicat ont atteint la centaine d'adhérents.

Aujourd'hui 600 exemplaires papier de notre journal sont distribués chaque samedi sur le marché, mais aussi au centre-ville.

Plusieurs centaines d'exemplaires numériques sont envoyés un peu partout en France. Il peut être téléchargé sur notre page Facebook ainsi que sur notre site. On peut estimer que le Journal des retraité·es CGT de Chaumont touche au bas mot 2 000 lecteurs par semaine.

Il est gratuit. Mais beaucoup de ceux qui l'apprécient font régulièrement des dons qui permettent de payer une partie de son impression. Les paella-concert du 1er Mai contribuent aussi à son financement. Et le reste vient des cotisations syndicales. Ne voyez pas dans les derniers propos un appel à venir nous rejoindre, encore que...

Bonne lecture

Le syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

NUMÉRO 500



INVITATION...

500 numéros cela se fête

Quand le N°1 est paru en février 2014, rien n'était écrit ; qui aurait pu parier que douze ans plus tard le bulletin syndical diffusé à quelques dizaines d'exemplaires deviendrait au fil des mois, puis des semaines, un moyen d'information reconnu dans notre cité (et bien au-delà...).

Un journal sortant de l'ordinaire, résolument engagé dans la défense de la nature et des droits humains, rédigé, imprimé, plié et distribué par des militants syndicaux. Un vrai circuit court en quelque sorte.

Et bien sûr nous devons cette longévité à la fidélité de nos lectrices et lecteurs. On peut le constater chaque samedi sur le marché de Chaumont...

Alors, fêter avec eux le 500e numéro de notre journal, quoi de plus normal...

Réservez votre après-midi du vendredi 23 octobre au Patronage Laïque à Chaumont... Discussions, convivialité, concert avec **Claude Rossignol accompagné par Ludovic Grassot... Entrée gratuite.**

Ecouter Claude Rossignol chanter Brel, Brassens, Ferrat, Ferré, Leprest, Renaud, Dimey ou Reggiani accompagné par la virtuosité de Ludovic Grassot à la guitare ou au piano est un parfait bonheur. La voix est claire, travaillée, exigeante et singulière. Chez lui, interpréter devient un art à part entière. ●

Richard Vaillant



Un logement décent, c'est un droit

Notre syndicat a fait du logement digne une de ses priorités. Nous sommes aux côtés de tous les locataires qui dénoncent l'insalubrité de leur logement : à la tour d'Ashton pour l'absence d'entretien et la dégradation de l'immeuble, à la résidence Victor Hugo pour des fissures sur les bâtiments, de l'humidité et des moisissures dans les logements. Nous avons contacté la presse, envoyé des courriers à Chaumont Habitat, à l'Agence régionale de santé (ARS), à la Mairie, la Préfecture.

Notre journal a relaté régulièrement toutes les démarches que nous avons effectuées pour résoudre les problèmes des locataires. L'ARS a visité 5 logements de la tour d'Ashton. Nous lui avons remis 23 états des lieux des appartements de la résidence Victor Hugo et l'avons rencontrée plusieurs fois pour qu'elle oblige le bailleur à respecter les lois sur la décence des logements et à effectuer les travaux nécessaires.

Ces travaux sont en cours à Ashton et ont été effectués à Victor Hugo. La mobilisation a payé !

Le syndicat CGT des retraités de Chaumont apporte également son soutien à l'association du Clos Dormoy qui lutte contre la bétonisation du quartier et l'autoritarisme de Chaumont Habitat qui veut construire 36 logements sur le seul espace vert. Un projet qui va à l'encontre de toutes les préconisations en matière de réchauffement climatique. ●

Marie-Rose Patelli

Une liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens. Nelson Mandela

le journal des retraité·e·s de Chaumont

<https://retraites.chaumont.fr/>

Syndicat CGT des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Lachet - 52000 Chaumont - N° 349 - Samedi 16 décembre 2023

LOGEMENT SOCIAL À CHAUMONT RIEN NE VA PLUS !

CITÉ DU RASSINY - LE RAS-LE-BOL DES LOCATAIRES

Proches sur les toits, incendies, infiltrations, moisissures, le ciel de Chaumont est à l'abandon.

Dénoncer les locataires concernés par ces problèmes. Ils démontrent le manque d'entretien de leur logement qui les expose à des problèmes de santé et de sécurité. Les infiltrations d'eau sont graves et dangereuses pour leur santé. Les infiltrations d'eau sont graves et dangereuses pour leur santé. Les infiltrations d'eau sont graves et dangereuses pour leur santé.

GAZA UNE BOUGIE POUR LA PAIX

Proches sur les toits, incendies, infiltrations, moisissures, le ciel de Chaumont est à l'abandon.

Dénoncer les locataires concernés par ces problèmes. Ils démontrent le manque d'entretien de leur logement qui les expose à des problèmes de santé et de sécurité. Les infiltrations d'eau sont graves et dangereuses pour leur santé. Les infiltrations d'eau sont graves et dangereuses pour leur santé. Les infiltrations d'eau sont graves et dangereuses pour leur santé.

Hôpitaux : le mensonge originel

La santé est une chose importante pour la plupart des médecins. Ligne des droits humains de Belgique

AVEC LE «PROJET» ROLAMPONT ILS VEULENT TUER LANGRES ET CHAUMONT

Égalité Santé

DES PARIS PERDUS D'AVANCE

BIEN ESSAYÉ...

Seigneur de montrer qu'un regroupement sur Chaumont est venu à l'échec. Egalité Santé se veut être le mouvement des habitants de Chaumont pour les plus démunis. Chaumont est une ville de 15 000 habitants. Chaumont est une ville de 15 000 habitants. Chaumont est une ville de 15 000 habitants.

MAUVAISES CARTES

Egalité Santé a commandé une carte de la région de Chaumont. Elle a commandé une carte de la région de Chaumont. Elle a commandé une carte de la région de Chaumont.

Encart spécial sur le "Projet Rolampont"

L'Agence régionale de santé ayant décidé, pour les secteurs de Langres et Chaumont, la création d'un plateau technique unique sur Chaumont, les Langrois se sont très justement sentis floués. Et nous avons été solidaires de leur combat, estimant que, sur un territoire aussi vaste, il fallait absolument conserver deux hôpitaux dignes de ce nom. Mais des médecins langrois, favorables au regroupement, ont lancé le projet de Rolampont.

Ils sont partis du mensonge selon lequel les zones d'attraction des hôpitaux centre et sud du département se limitaient aux deux arrondissements concernés. Ça leur permettait de réclamer une construction entre les deux villes. Puis de suggérer un lieu plus proche de Langres, bénéficiant d'une sortie d'autoroute.

La manipulation, largement soutenue par le RN, a emporté l'adhésion d'une bonne partie de la population locale.

En réalité, l'hôpital de Chaumont, qui compte deux fois plus de patients et de personnels, est assis sur un secteur

deux fois plus grand que celui de Langres. Il était inconcevable de tout ramener à côté de Langres. Les patients venant de Bar-sur-Aube ou du nord de Chaumont, jusqu'à Joinville n'allaient plus s'y retrouver. Et tout le monde serait perdant.

Notre syndicat a maintes fois alerté sur l'absurdité du projet de Rolampont. Mais des éléments fanatisés, très agressifs (en réunions et sur les réseaux sociaux) ont fait en sorte que notre message n'atteigne pas les populations du sud de la Haute-Marne.

Finalement, ne prenant même pas la peine d'essayer de convaincre, les pouvoirs publics ont opté pour le seul rassemblement qui leur paraissait raisonnable : celui de Chaumont.

C'est alors que notre proposition est ressortie. Les élus langrois ont demandé que Langres conserve sa chirurgie, en ambulatoire au moins.

Mais Elsan, l'opérateur privé qui a la main mise sur la chirurgie, vient de s'opposer à ce partage. Il entend se concentrer sur Chaumont.

Quel gâchis tout de même ! Nous restons persuadés que si la demande des plus de 8 000 manifestants langrois n'avait pas été dévoyée sur la foi d'un mensonge, le service public de santé aurait pu être modernisé tout en restant nettement mieux réparti sur le territoire. ●

Lionel Thomassin

C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches. Victor Hugo

le journal des Retraité·e·s de Chaumont

<https://retraites.chaumont.fr/>

Syndicat CGT des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Lachet - 52000 Chaumont - N° 488 - Samedi 26 octobre 2024

19 OCTOBRE, ÉGALITÉ SANTÉ MANIFESTE À CHAUMONT

Pour une belle manif, ce fut une belle manip !

La preuve par le 15

L'administration a décidé un jour de 2018 que le centre d'appel d'urgences (le 15) devait déménager à Dijon. Une aberration !

Il est important, pour la rapidité des secours, que les personnes recevant les appels connaissent le territoire, ses lieux-dits, ses configurations géographiques. De plus, supprimer ce service à Chaumont était d'autant plus absurde qu'un pôle commun avec les pompiers du 18 avait été financé en partie par les collectivités locales. La synergie entre les deux fait toujours gagner de précieuses minutes.

Bref, on allait considérablement dégrader un service fonctionnant bien. Sans compter que ça allait s'accompagner de suppressions d'emplois locaux.

Notre syndicat a organisé, avec Sud-Santé, un rassemblement de protestation devant les locaux concernés.

Finalement, le projet idiot a été abandonné. ●

L.T.



Devant la caserne des pompiers pour sauver le 15

La culture pour rêver et agir

La culture n'est ni une marchandise ni un supplément d'âme, elle est essentielle à la rencontre, au partage, à la construction d'un monde libre, divers et heureux.

Le syndicat CGT des retraité-es de Chaumont s'inscrit pleinement dans cet objectif. Il développe diverses initiatives culturelles envers ses adhérents et toute la population chaumontaise.

Depuis onze ans il organise son Expo d'Octobre pour faire connaître les œuvres de peintres, sculpteurs, photographes, graphistes locaux ou d'envergure nationale.

Chaque 1^{er} mai, il offre un spectacle de chanson française de qualité avec des artistes et des musiciens talentueux.

Le 8 mars, il ouvre le débat sur la place des femmes dans la société et leur combat en invitant des comédien·nes ou des chanteuses.

En accord avec le cinéma A l'Affiche, il programme des films d'intérêt social ouverts à tous, auquel ses adhérents sont invités gracieusement.

Avec la collaboration du Signe, il organise la visite commentée des expositions d'affiches pour ses adhérents, leur ouvrant ainsi une perspective novatrice sur cet art.

Il organise également des conférences et des débats, le plus marquant ayant été la venue de Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT, venu présenter son ouvrage « *La troisième guerre mondiale sera sociale* » devant une salle comble.

Il honore la mémoire sociale de notre département en se rendant chaque année à Vroncourt-la-Côte, village natal de Louise Michel, pour célébrer cette personnalité révolutionnaire.

Il collabore et soutient toutes les initiatives de syndicats et associations qui œuvrent à l'ouverture d'esprit de la population locale. ■

Adriana Fernandez



Visite de l'exposition L'Herbier de Gustave Dutailly au Signe, Centre National du graphisme, commentée par son directeur Jean-Michel Gériidan

L'environnement notre combat

Le Journal des retraité-es CGT de Chaumont s'est affirmé comme le principal relais des défenseurs de l'environnement sur notre territoire.

Présent à chaque fois aux côtés des citoyens et de leurs associations pour défendre la nature et le droit à la parole des populations contre l'arbitraire administratif et la loi du profit.



Contre la réalisation du projet Cigeo d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, mené au mépris de l'opposition des habitants et de la santé des générations futures.

Contre la construction d'un super méthaniseur aux portes de Chaumont impliquant la conversion massive des cultures destinées à l'alimentation en cultures dédiées à la production du méthane.

Contre la destruction d'un espace vert vital au Clos Dormoy.

Contre la construction d'un poulailler industriel géant à Châteauvillain, véritable nuisance pour le village, menace pour le parc national qu'il touche et les réserves en eau, foyer de maltraitance animale et usine à malbouffe.

Contre l'usage irraisonné des pesticides soutenu par une FNSEA irresponsable. Pour la préservation des réserves en eau et de leur qualité, notre syndicat et son journal se sont adressés aux autorités pour obtenir des garanties sur les concentrations en PFAS et en cadmium des eaux potables du département. ■

A. Fellner



Contre les déserts médicaux

Légitimement, notre journal s'est emparé du sujet de la désertification médicale qui ajoute aux difficultés de santé du stress, de l'angoisse, des déplacements coûteux et pénibles en particulier pour les retraités, mais pas que. 25,3 millions de Français-es vivent dans un désert médical géographique et la Haute-Marne fait partie des 20 départements qui comptent le plus de communes sous-dotées en médecin généralistes. La dotation globale en médecins n'a fait que de se dégrader plaçant la France au 19^e rang des 27 pays de l'UE.

Dès 2021, nous avons mené une campagne intersyndicale (CGT, CGC, FSU, UNSA, Solidaires). La pétition que nous avons initiée a recueilli plus de 4000 signatures. Nous avons alerté des élus, les présidents de la Région, du Conseil Départemental, du Conseil de l'Ordre. Si l'écoute a été polie, les constats partagés, les solutions envisagées sont restées identiques à celles de l'État, tout aussi stériles qu'improvisées : stages de futurs médecins, volontariat de généralistes en zones désertifiées, prolonger l'internat dans des zones sinistrées. Le recours à l'installation dans des maisons de santé ou médicales donne des résultats mitigés et s'essouffle.

Le problème des déserts médicaux reste une question politique incontournable et nous savons bien que le jour est venu où le principe du libre choix d'installation des médecins, privilège unique en France, doit changer. ■

Louis Laprade



Recommander l'austérité aux pauvres, c'est à la fois grotesque et insultant... C'est comme dire à un homme qui meurt de faim de manger moins. (Oscar Wilde)

Palestra : le flop de l'Agglo

Ayant construit un centre aquatique remplaçant les anciennes piscines, l'Agglomération de Chaumont en a récupéré aussi la gestion. Mais elle s'est aussitôt déclarée incompétente. Et elle a confié à un privé ce que la ville assumait auparavant en régie.

L'Agglo, alors présidée par Stéphane Martinelli, a réalisé un joli tour de passe-passe. Elle s'est fait payer chaque année par la ville le million d'euros que lui coûtaient les piscines, mais elle a confié à un privé la gestion du centre unique en lui offrant une rémunération annuelle de 650 000 euros. Bénéfice net : 350 000 euros.

Mais, comme chacun sait, le privé est là pour gagner de l'argent. Tout en profitant d'économies d'échelle dues au regroupement en un seul lieu, il a tout de même trouvé un complément de rémunération en augmentant énormément les tarifs proposés aux particuliers et aux associations. Puis, se plaignant chaque année de charges toujours plus lourdes, il a obtenu régulièrement des réajustements de la redevance payée par l'Agglo. Si bien que celle-ci finit par lui redonner le million d'euros donné par la ville.

Bilan : opération perdante sur toute la ligne. ●

Lionel Thomassin



Services publics en danger

Le service public c'est la santé, l'hôpital, l'éducation, le logement, les pompiers, la justice, la SNCF, Edf, la Poste, les transports, la sécu, l'Inspection du travail, les perceptions, etc... C'est aussi la qualité de vie dans la cité, le département.

C'est autant de secteurs vitaux que l'on voit fermer, se rabougrir, se disloquer, se dématérialiser ou privatiser avec des conséquences dramatiques pour la population : manque de médecins, fermeture de bureaux de poste, de perceptions, d'écoles ; les dessertes ferroviaires qui se font de plus en plus rares et les hôpitaux qui manquent de tout.

Des centaines de postes de fonctionnaires ont été supprimés avec les conséquences que l'on sait sur l'emploi, des départs en retraite non remplacés, des services externalisés, délocalisés et les conditions de travail de plus en plus dégradées...

Pour les usagers, c'est un vrai parcours du combattant si l'on habite en zone rurale... Plus de poste, plus d'école, pas de transport en commun, obligation de posséder un véhicule alors que le prix des carburants crève les plafonds...

Depuis sa création le syndicat des retraités de Chaumont et son journal organisent la résistance face à ces politiques.

C'est dans ce cadre que nous avons publié lors de l'élection municipale *Nos quatorze exigences pour les services publics locaux*... Pour rappeler que le service public c'est la proximité, c'est œuvrer pour le bien de l'économie et du bien vivre ensemble. Ces quatorze exigences restent d'une brûlante actualité... ●

Richard Vaillant



PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

À RENVoyer : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT - 24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

Retraite et pouvoir d'achat au cœur de nos revendications

Un anniversaire est souvent l'occasion de regarder dans le rétroviseur et de faire le point sur les luttes auxquelles nous avons participé ou que nous avons soutenues. Celle pour une retraite décente à 60 ans en fait partie.

En témoignent les nombreux articles que nous avons publiés comme en 2016 contre la loi travail et la réforme des retraites. La recherche de l'unité syndicale est également une constante. Tout au long de ces 500 numéros, nous avons été aux côtés des retraités et nous continuerons à l'être.

Le leitmotiv de nos gouvernants et du Medef est de scander que les retraités sont des privilégiés. Ils projettent régulièrement, et mettent souvent en œuvre, une année blanche, c'est-à-dire sans augmentation des pensions. Reculer l'âge de départ à la retraite fait également partie de leur obsession. Dans le n° 324 de janvier 2023 nous titrons 64 ANS, C'EST NON. Cette mesure est d'ailleurs totalement stupide au regard du rôle que remplissent les retraités dans la société.

Lutter contre les réformes successives qui pénalisent systématiquement les retraités, c'est lutter contre la baisse du pouvoir d'achat, pour maintenir une vie décente après des années de travail parfois difficiles, pour maintenir une capacité à se soigner correctement, sans renoncement de soins, c'est lutter aussi pour conserver un habitat décent, pour une alimentation saine et sans pesticides, pour avoir les moyens de se déplacer et d'avoir une vie sociale. ●

Gérard Sigal



N°457 - PHOTO : Le syndicat remet à la préfète la pétition NON à la suppression de l'abattement fiscal de 10% pour les retraités. Une banderole parée des 8300 signatures recueillies par notre syndicat est tendue par les manifestants...

Être élu maire, c'est être seul ?

Antoine Desfretier, élu maire de Chaumont en mars 2026, puis président de l'Agglo de Chaumont, a annoncé sa décision de démissionner de tous ses mandats, « pour des raisons de santé et des impératifs familiaux ». Il avait tenté de mettre fin à ses jours en août dernier, pour des motifs qui lui sont propres, mais où l'évocation d'une certaine solitude a été avancée.

Cette décision est sage et responsable. S'il a bénéficié, dès l'annonce de son geste, d'un capital de sympathie, sincère ou de circonstance, quasi unanime, on imagine bien comment celui-ci aurait fondu à la moindre décision contradictoire, à la moindre hésitation ou projet en tension.

Son geste, directement ou en sous-entendu, aurait été instrumentalisé pour déstabiliser et sa personne et ses décisions et l'on sait, au sein de l'assemblée, des élus d'un parti peu scrupuleux de l'humain.

Cet évènement soulève la question de nos modes de scrutin, même des scrutins de liste comme les municipales, et de la responsabilité unique. La personnalisation de l'élection, des qualificatifs hyper individualistes de l'homme ou de la femme *providentiel-le, qui rassemble, qui incarne...* font porter sur les épaules d'un seul personnage sans statut propre, sur sa personnalité, l'issue d'une élection et d'un mandat. Le contenu du programme est négligé, le partage des responsabilités ignoré, des compétences sont insuffisamment mises en valeur.

Pour que les conséquences de ce que certains qualifieront d'échec personnel soient positivées, il faut que les nouveaux élus et le futur maire prennent en compte ce risque qu'Antoine Desfretier paye cher, et que les engagements de campagne sur lesquels se prononcent les électeurs soient tenus pendant tout le mandat.

Louis Laprade

La jeunesse nous redonne de l'espoir

Les lycéens et lycéennes se mobilisent depuis des semaines malgré une répression violente. Parties des banlieues, les revendications légitimes de la jeunesse ont trouvé écho dans tous les lycées de France et gagnent à présent les universités. Des centaines de milliers de lycéens et de lycéennes, d'étudiants et d'étudiantes se mobilisent et manifestent. Ils étaient toujours aussi nombreux, mardi dernier, partout en France, n'en déplaise au gouvernement qui veut voir un essoufflement du mouvement. Ils dénoncent le manque de professeurs, les classes surchargées, des établissements dégradés et refusent Parcoursup qui trie les élèves et broie des projets de vie. Ils en ont assez de la dégradation de leurs conditions d'étude dans des bâtiments et des équipements sous-entretenus, des salles où il faisait 33 °C pendant la canicule et 15°C en hiver, des fenêtres qui ne s'ouvrent pas, des plafonds qui s'effondrent. Les étudiants partagent des motifs de colère communs avec les lycéens, comme la vétusté de bâtiments et un manque de place les empêchant d'étudier dans des conditions convenables.

Les moyens alloués à l'Education reculent depuis vingt-cinq ans, avec une accélération sous Macron, et le budget 2027 s'annonce pire encore. Ce ne sont donc pas les miettes accordées par le ministre de l'Education qui vont calmer leur colère, ni les mensonges sur les 3000 postes soudainement trouvés alors qu'un tiers seulement existe.

La jeunesse fait aujourd'hui trembler le pouvoir et nous donne une leçon de démocratie. Nous lui témoignons notre soutien inconditionnel et indéfectible.

Marie-Rose Patelli

Page 2 : Un peu de nostalgie avec le Billet à BB •• Égalité Santé... Dépitée •••

Page 3 : Gaz, fioul, électricité... se chauffer à quel prix ? •• La leçon de fraternité des lycéens •• PFAS : Tefal mis en demeure par trois associations

Page 4 : Police républicaine ? •• Ruban Rose •• À propos du Signe...

INVITATION

Le journal des retraité-es de Chaumont fête son 500^e numéro. Comment imaginer le faire sans ses fidèles lecteurs ?

**C'EST AU PATRONAGE LAÏQUE
VENDREDI 23 OCTOBRE 2026**

À partir de **16 h** : échanges sur le journal, puis chansons avec **Claude Rossignol et Ludovic Grassot**. La soirée se terminera par le verre de l'amitié.

Pour des questions d'intendance, inscrivez-vous au 06 75 57 39 07 par Sms ou téléphone.

**Numéro
500**



**CINÉ-DÉBAT
MÉMOIRE DE FILLE**

Diffusion suivie d'un échange avec des membres du CIDFF 52

LUNDI 26 OCTOBRE À 20H00

CINÉMA A L'AFFICHE CHAUMONT

TARIF : 6,90€

À travers le récit intime et sensible d'Annie Ernaux, ce film interroge la mémoire, la jeunesse, le corps et les violences sexuelles. Une plongée bouleversante dans l'autobiographie et la construction de soi.

Parce que les histoires de femmes méritent d'être entendues.

CIDFF
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
Haute-Marne

Le CIDFF Haute-Marne (Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles) organise un ciné-débat autour du film :

MÉMOIRE DE FILLE
LUNDI 26 OCTOBRE À 20H00
CINÉMA A L'AFFICHE, CHAUMONT
TARIF : 6,90 €

Adapté du récit d'Annie Ernaux, ce film interroge la mémoire, la jeunesse, le corps et les violences sexuelles. Une plongée sensible et bouleversante dans l'autobiographie et la construction de soi.



SAMEDI 17 OCTOBRE 2026
11H PLACE DE LA MAIRIE
CHAUMONT

LE BILLET À BB



“ Relis, relis. Des choses que tu n'as pas comprises hier, tu seras tout étonné de les comprendre aujourd'hui ” (J. Renard)

Je me souviens d'un temps si lointain maintenant, c'était hier, j'étais minot rue du Château Paillot. Fils d'un cheminot pointant au dépôt tout proche, où seul son château d'eau alimentait des locos à vapeur en partance pour des destinations mystérieuses.

Point de palais au long des voies ordinaires dans ce quartier populaire abritant des familles besogneuses au bas salaire et souvent nombreuses. Peu de voitures, les trottoirs encore bordés de marronniers, refuges des hannetons à qui on arrachait benoîtement les ailes dans notre sadisme infantile.

Les rues étaient le domaine des marmots comme des ados, y jouant jusqu'à point d'heure. Et de se retrouver le lendemain sur la route de l'école Voltaire, un endroit solidaire où on apprenait le respect avant même d'écrire et de compter. Dans la cour, chacune et chacun profitait de la récré pour participer à des jeux débonnaires sans prétention. Derrière les hauts murs, résonnaient les cris d'autres gamins, ceux du Lycée et de sa chapelle, lieux d'éducation de la *haute* bourgeoisie par le *bas* clergé.

Nous étions peu sensibles au clivage social de cette école de castes et nos rires cristallins de prolos juvéniles valaient bien les pater noster serviles de nos voisins nantis. Point de lutte des classes, à eux le tennis ou l'équitation, à nous le foot et les luges en carton. On ne refaisait pas tous les quatre-matins un monde limité à notre petit coin de ville.

Avec nos boutons d'acné et premiers poils au menton, vint mai 68 pour nous sortir de cette insouciance indifférence au questionnement sociétal en pleine ébullition. Là j'ai découvert une foule bigarrée agitant oriflammes et banderoles de tous horizons.

Qu'ils étaient beaux ces cortèges de l'espoir en l'avenir, des manifs où des escogriffes et leurs nanas, chantres de la contestation syndicale, tous plus agités les uns que les autres, braillaient des slogans sous les ors des Halles ! Parmi eux, des voisins que nos parents nous conseillaient d'éviter, de *vaillants* va-nu-pieds de la rue Lamartine, rejetons dévoyés d'une famille diligente subsistant au bord des rails du chemin de fer. J'ignorais alors que la vie allait me donner des frangins de cœur, ce que seule ma mère avait fait avec bonheur jusque-là.

Plus tard, ces inconscients allaient même m'autoriser à commettre malaisément quelques désuets billets dans ce journal que tu lis aujourd'hui. Oui Camarade ! dans ce sulfureux canard marquant la 500ème des parutions hebdomadaires enfantées en souffrance par de laborieux mais pertinents rédacteurs, obstinés à témoigner de leurs absolues convictions ! 500 numéros que ces impénitents, refusant les ukases de l'ordre établi, ont diffusé sans faiblir aux passants et sur la toile pour récuser le délabrement de notre société.

Alors mon ami, relis ce qui a déjà été écrit et réfléchi, mais surtout, comme eux, ne baisse jamais les bras !

Bernard Blum - 13 octobre 2023

Hôpital de Langres

Égalité santé dépitée

Lors de l'assemblée générale d'Égalité Santé, le 8 octobre, les dirigeants ont eu bien du mal à avouer l'échec de leur opposition à la réorganisation hospitalière sud Haute-Marne et ce malgré une campagne nourrie d'expertises approximatives, d'informations ambiguës en direction de la population, menée exclusivement au profit des médecins. Pour ternir encore le tableau, le référé d'arrêt des travaux déposé par l'association a été rejeté par le Conseil d'État et la remise en cause d'un communiqué de presse, sans qu'une loi ou un décret ait été promulgué, semble bien illusoire.

Cherchant sans doute une sortie honorable, ils se raccrochent, bien tardivement, à l'idée du maintien de la chirurgie ambulatoire, que nous soutenons depuis l'origine, contestée par le groupe privé Elsan (sans doute pas assez lucrative), plébiscitée désormais par les élus langrois.

Le fait sans doute le plus marquant de cette AG est la déclaration du Dr Loiseau avouant son intérêt pour l'extrême droite. Rebondissant sur des propos de l'ancien directeur de la Compassion, il a lancé, selon le Jhm du 9 octobre, « il faut se battre pour ceux qui auront le pouvoir dans 6 mois... il faudra solliciter tous les candidats, leur demander de se positionner ». Or qui a affirmé à plusieurs reprises que quand « ils » seraient au pouvoir, il se ferait fort de faire annuler la réorganisation hospitalière ? Bentz, le député RN.

Les masques tombent...

Louis Laprade

PFAS : Tefal mis en demeure par trois associations

Trois associations (Génération futures, Notre affaire à tous et ClientEarth) ont envoyé le 8 octobre un courrier au groupe SEB, le mettant en demeure d'identifier les risques liés à l'utilisation de substances PFAS dans ses productions et de planifier son arrêt.

Les trois organisations donnent trois mois au groupe français « pour publier une stratégie planifiant une identification exhaustive des risques liés à l'utilisation de PTFE [un fluoropolymère plus connu sous le nom de Téflon] et de toute autre PFAS dans ses activités ». Elles réclament également une planification de la reconversion des emplois qui seraient concernés par l'arrêt de l'utilisation de ces substances.

Ces associations fondent leur démarche sur la loi sur le devoir de vigilance, qui impose aux grandes entreprises de publier un plan de vigilance pour identifier et prévenir les risques liés à leurs activités.

Site Reporterre <https://reporterre.net/Pollutions>

L'INFO EN +

Greta Thunberg rejoint les lycéens de Seine-Saint-Denis

► Mardi 13 octobre au matin, keffieh sur les épaules, Greta Thunberg est venue devant [le lycée Paul-Éluard à Saint-Denis](#), en Seine-Saint-Denis, soutenir les lycéens en colère. La militante pour la justice climatique de 23 ans a choisi de se rendre dans l'un des épicentres du [mouvement](#), un lycée bloqué depuis plus de trois semaines par les élèves pour dénoncer la vétusté des bâtiments, la surcharge des classes et des emplois du temps ainsi que le manque d'enseignants et d'infirmières.



Gaz, fioul, électricité... se chauffer à quel prix ?

Après une hausse de 5,6% au 1er septembre, puis de 6,3% au 1er octobre, le gaz va encore augmenter de 6,6% au 1er novembre. La hausse atteint **42,4%** depuis janvier 2026, soit un surcoût massif de 740€ par an pour les ménages qui se chauffent au gaz.

Le prix du fioul a subi en un an une hausse de **67 %**. À environ 1,88€ le litre, le remplissage complet d'une cuve de 2 000 litres représente un surcoût de 1 500€ par rapport à l'année précédente.

Le tarif règlementé de l'électricité a lui augmenté de **55 à 65%** sur les 5 dernières années, soit une hausse de 650 à 900€ pour un foyer qui se chauffe à l'électricité.

On fait comment pour se chauffer cet hiver ? On fait comment quand on n'a pas les moyens de changer de mode de chauffage parce que le reste à charge est trop lourd ? Pour beaucoup, dont des retraités aux revenus modestes, l'hiver impose un choix impossible entre se chauffer, se nourrir ou payer les dépenses contraintes. Un Français sur six subit la précarité énergétique dans la 6ème puissance mondiale.

Il faut bloquer les prix, surtout en période de crise énergétique, faire payer les profiteurs de crise comme TotalEnergie qui s'en met plein les poches sur notre dos !



Ruban rose ?

« On ne peut pas tout politiser et c'est blessant pour les femmes qui luttent contre un cancer », dit la macroniste Yael Braun Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, en parlant d'une députée insoumise qui refuse de porter le ruban rose.

Mais, Mme Braun Pivet, vous prétendez, avec votre ruban, soutenir les femmes atteintes de cancer du sein, alors que vous avez voté pour les lois Duplomb qui réintroduisent des pesticides hautement cancérigènes. Quant à Mme Le Pen qui a aussi voté pour les lois Duplomb, elle a également voté contre le remboursement des dépassements d'honoraires pour les cancers du sein.

Alors en octobre, avec ou sans ruban, mobilisons-nous pour dénoncer les effets dévastateurs des pesticides sur la santé des femmes.

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

- Merci à Arlette, Chantal, Jean-Michel, Daniel, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Aline, Olivier, Aurore et Éric, Gérard, Lionel, Anne-Marie, Francis et Christine, Claire, Marinette, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Michèle, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Hervé, Josiane, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Pierre, Richard, Sylvie, Christophe, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Patricia, Jorge, Claudine, Colette, Christian et Marie-Claude, Marylène, Gisèle, Marie-Thérèse, Marie-Christine, Olivier, Margaret, Ludmila, Élise, Xavier, Jeannette, Séverine, Francis, Yvette, Jean-Marie, Claude, Jean-Claude, Évelyne, Jacques, Jean, Patricia, Marie-Thérèse, Nicole, Frédérique, Florent, Rachel, Mireille, Benoît, Agnès, Denis, Josette, François, Jean-Luc, André et Josette, Liliane, Christine, Luc, Pascal, Jean-Jules, Abdel, Jeanne, François, Christian, Jean-François, Michel et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :
Verse.....euros
Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraité-es de Chaumont

La leçon de fraternité des lycéens

Le grand mouvement de révolte des lycéens porte en lui un espoir inouï, celui de remettre au goût du jour notre concept républicain de fraternité.

Fraternité entre les classes sociales, les quartiers, les différents territoires, les enseignants, les parents d'élèves. Leur demande de solidarité et d'égalité des chances est un combat que beaucoup d'adultes ont abandonné et cela les choque.

Leurs demandes de moyens sont évidemment très présentes, mais les pouvoirs publics ne peuvent s'arrêter à ces légitimes doléances, car les inégalités sociales sont tellement criantes que nos jeunes sentent bien que cela détruit le contrat social de notre république et de notre démocratie.

Comment tolérer, au seuil de la vie adulte, le triste spectacle de tels écarts de moyens, d'attention, d'implication selon le quartier, la ville où ils sont scolarisés. A cet âge empreint d'idéalisme, les filtres sociaux n'ont pas encore rabougri l'âme et ils expriment avec sincérité ce qui devrait révolter tout un chacun.

Une classe dégradée, surchargée, avec des professeurs absents non remplacés, dans un quartier paupérisé, n'emmènera pas les élèves vers l'émancipation, et ne peut conduire qu'à exacerber la fracturation de notre pays. A 17 ans, on le comprend parfaitement.

La solidarité exprimée dans ces manifestations est une formidable leçon républicaine. Et cela rend d'autant plus obscènes les violences policières.

Loïs Darien



Manifestation lycéenne à Chaumont

Police républicaine ?

En cette fin d'ère macroniste, la répression des manifestations lycéennes restera comme un marqueur de la dérive policière. Face à des adolescents, les forces de l'«ordre» ont utilisé les mêmes méthodes barbares que contre les gilets jaunes. Elles ne se sont pas privées de blesser volontairement les manifestants avec des armes qui sont pourtant interdites chez beaucoup de nos voisins.

Mais le pouvoir assume le carnage. Le ministre de l'Intérieur s'en va même claironner sur les ondes qu'il n'a donné aucune consigne de modération.

Pire, de nouvelles méthodes de voyous ont été observées simultanément en différents points de l'Hexagone. Désormais, pour casser les manif, les policiers foncent avec leurs véhicules sur les groupes de jeunes et ils les poursuivent dans les rues. Mais les flics auteurs de ces rodéos sont rapidement disculpés par les procureurs au prétexte qu'ils ne faisaient que s'extraire d'un encerclement hostile. Version que contredisent pourtant clairement les multiples vidéos de particuliers et de journalistes...

Les policiers piétons n'ont eux aussi rien à craindre. Ceux qui sont en uniforme, cachés par leur casque, retirent le numéro (RIO), pourtant obligatoire, qui permet leur identification. De même, les policiers en civil enfilent des cagoules (pourtant interdites en pareil cas) afin de commettre anonymement toutes sortes d'exactions.

Au final, même lorsqu'elle reconnaît que les forces de l'ordre ont commis des fautes très graves, la justice ne condamne personne au prétexte qu'on ne peut identifier précisément les auteurs.

Le système est bien rôdé. Et si la hiérarchie, qui autorise tout cela, n'est pas sanctionnée, c'est tout simplement parce que l'institution tout entière est sortie du cadre républicain.

Dernièrement, pour aller encore plus loin, le gouvernement a fait voter la présomption d'innocence pour les représentants de l'«ordre» qui causeraient mort ou blessures. Une mesure qui faisait autrefois partie du programme de Jean-Marie Le Pen. On sait par ailleurs qu'aujourd'hui les trois quarts des policiers votent extrême droite.

Tout est prêt en fait pour qu'en cas d'arrivée du RN au pouvoir, toute contestation puisse être littéralement tuée dans l'œuf. Mais on ne voit pas grand monde actuellement, y compris chez les sociaux-démocrates, pour lutter réellement contre cette dérive antidémocratique. La menace est tellement lourde qu'il faudra bien se demander, au moment de voter, qui sera capable de replacer l'institution dans l'ordre républicain.



Dessin de Silvestre

Lionel Thomassin

À propos du Signe...

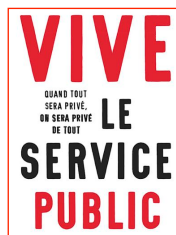


On ne peut manquer de s'interroger sur la politique de la nouvelle municipalité en direction des différentes structures culturelles et en particulier du Signe, Centre national du graphisme. Il y a eu la séquence *élection d'un nouveau président au CA*, comme si cette volonté de «réappropriation (du Signe) par les Chaumontais», répétée comme un slogan usé, passait nécessairement par un changement de gouvernance.

Pourtant, sous la houlette de l'équipe dirigée par Jean-Michel Gérideran, le Signe n'est pas resté un simple musée (ce qui est déjà beaucoup si l'on pense aux expos et au travail que représente la conservation de milliers d'affiches), mais un lieu de création, de spectacles, de débats, de réflexion sur les arts graphiques, avec une attention particulière en direction des jeunes, des scolaires et des étudiants en art graphique, et une biennale, moment où Chaumont retrouve sa jeunesse, évènement qui résonne aux plans national et international.

Et puis, il y a cette deuxième phase qu'on appellera «l'affaire des 23 000 euros». Le choix fait par la nouvelle municipalité de réduire cette année encore de 23 000 euros la dotation au Signe est, comme l'écrit l'Affranchi, un bien mauvais signal envoyé aux partenaires financiers (l'État, la Région), mais aussi aux personnels, aux graphistes et plus largement au monde des arts et de la culture. Cela nous rappelle que lorsqu'il s'agit d'appliquer des mesures d'austérité aux budgets des collectivités territoriales, c'est souvent la culture qui trinque.

À Chaumont, cette décision de la nouvelle municipalité apparaît comme une mesure arbitraire, incompréhensible et vexatoire, au point qu'on peut s'interroger sur ce qui pousse la nouvelle majorité à s'acharner contre un Centre national dont la présence et le travail participent pleinement au rayonnement de la ville. Doit-on à tout bout de champ rappeler le bilan tout à fait exceptionnel réalisé avec une dotation en baisse alors que la logique et une politique culturelle bien comprise voudraient qu'elle progresse au rythme de l'inflation. Peut-on demander au Signe de faire plus en direction des Chaumontais tout en réduisant ses moyens ?



Ces petites entailles dans le budget d'un service public de la culture sont loin d'être anodines. Elles sont comme les germes d'une privatisation qui ne veut pas dire son nom. Si les subventions continuent à baisser devra-t-on un jour s'acquitter d'un droit d'entrée pour les expos ?

Veut-on installer une vision verticale, utilitaire de la culture, une mainmise de la municipalité sur le fonctionnement du Signe ? C'est un signal très inquiétant pour les structures culturelles locales.

Et puis les choix faits en matière budgétaire à Chaumont comme à Paris ne manquent pas d'étonner. Par exemple, lorsqu'on réduit le budget de la culture et que l'on donne sans compter pour renforcer une police municipale dont on s'interroge encore sur son utilité...

Richard Vaillant

